

Convention collective

IDCC : **8822 | SCIERIES AGRICOLES ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES**
(Rhône-Alpes, à l'exception de la Loire)
(27 juin 1988)

(Étendue par arrêté du 30 janvier 1989,
Journal officiel du 8 février 1989)

Avenant n° 37 du 14 mai 2019

NOR : AGRS2097004M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Syndicat des exploitants forestiers et scieurs l'Isère ;
Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Savoie ;
Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Haute-Savoie ;
Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Drôme et de l'Ardèche ;
Syndicat des exploitants forestiers et Scieurs du Rhône ;
Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de l'Ain,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat FO ;
Syndicat CFDT ;
Syndicat CFTC,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 47 « mesures de sécurité concernant les travaux d'abattage et de débardage » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les travaux d'abattage doivent s'effectuer en respectant les dispositions réglementaires applicables relatives aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles (articles R. 717-78 à R. 717-85 du code rural, issus du décret n° 2016-1678 du 5 décembre 2016, *Journal officiel* du 6/12), ainsi que conformément à l'instruction technique SG/SAFSL/SDTPS/2018-79 du 26 janvier 2018).

Ces dispositions concernent notamment :

- la formation et les instructions données aux travailleurs ;
- l'organisation du chantier et des secours, via la fiche de chantier dûment renseignée selon les dispositions de l'arrêté du 31 mars 2011 modifié par l'arrêté du 24 janvier 2017, et signée par l'ensemble des entreprises intervenantes ;

- les travaux particuliers (travaux sur terrain en pente, débardage par câble aérien ou hélicoptère, travaux en chablis ou arbres encroués, travaux au voisinage d'ouvrages électriques ou d'autres fluides...) ;
- les périmètres de sécurité à respecter lors des opérations d'abattage manuel, notamment de deux fois la hauteur de l'arbre à abattre ;
- la signalisation adaptée à la nature du chantier et sur toutes les voies d'accès ;
- la gestion du travail isolé et son interdiction lorsqu'un chablis ou des arbres encroués présentent des risques spécifiques (voir arrêté du 24 janvier 2017) ;
- les équipements de protection individuelle spécifiques et obligatoires en fonction du type d'opération ;
- les mesures d'hygiène et notamment l'obligation de mise à disposition d'eau potable en quantité suffisante, et si possible un lieu de repas décent ainsi qu'un abri pour les intempéries. »

Article 2 | Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 3

La date d'effet du présent avenant est la date de signature de l'avenant.

Article 4

Les parties demandent l'extension du présent avenant. Celui-ci sera remis à chacune des organisations signataires et déposé, par la partie la plus diligente, à l'unité départementale du Rhône de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Auvergne-Rhône-Alpes sur support papier et par voie électronique.

Fait à Lyon, le 14 mai 2019.

(Suivent les signatures.)